

Service Protection de l'Environnement  
33, avenue de Romans  
B.P. 96  
26000 Valence

Valence, le 20/03/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/03/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**RAILLON WILFRID**

Route de Bourdeaux Planas  
26400 Saou

Références : MR/2024-00812  
Code AIOT : 0052600643

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/03/2024 dans l'établissement RAILLON WILFRID implanté Route de Bourdeaux Planas 26400 Saou. L'inspection a été annoncée le 06/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

signalement d'odeurs après épandage.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- RAILLON WILFRID
- Route de Bourdeaux Planas 26400 Saou
- Code AIOT : 0052600643
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Élevage de volailles de chair au régime IED

#### **Contexte de l'inspection :**

- Plainte

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Transfert d'effluents / Compostage

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3	Sans objet
2	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37	Sans objet
3	Distances minimales des épandages vis à vis des tiers	Arrêté Préfectoral du 11/08/2010, article 26	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'épandage d'effluents sur semis à proximité des tiers nécessite de rigoureuses pratiques agricoles que l'exploitant doit respecter afin les conditions soient optimales pour prévenir de potentielles nuisances olfactives.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Dispositions générales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Conformité de l'installation à la demande d'autorisation
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation.
<b>Constats :</b>  Suite à l'incendie du 28/10/21, le bâtiment V1 a été reconstruit à l'identique au précédent, seule la dalle a été conservée. Ce nouveau bâtiment n'était pas recouvert de panneaux photovoltaïques, l'exploitant prévoit l'installation des équipements prochainement. Le jour de l'inspection les bâtiments étaient vides les bandes ayant été retirées la semaine précédente.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Autosurveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Epandage
<b>Prescription contrôlée :</b> Un cahier d'épandage, tenu sous la responsabilité de l'exploitant et à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées pendant une durée de cinq ans, comporte pour chacune des surfaces réceptrices épandues exploitées en propre :1. Les superficies effectivement épandues ;2. Hors zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les références de l'îlot PAC des surfaces épandues et en zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les références de l'îlot cultural des surfaces épandues. La correspondance entre les surfaces inscrites au plan d'épandage tel que défini à l'article 27-2 et les surfaces effectivement épandues est assurée ;3. Les dates d'épandage ;4. La nature des cultures ;5. Les rendements des cultures ;6. Les volumes par nature d'effluents et les quantités d'azote épandues, en précisant les autres apports d'azote organique et minéral ;7. Le mode d'épandage et le délai d'enfouissement ;8. Le traitement mis en œuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe).Le cahier d'épandage est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté son plan d'épandage et les enregistrements du mois de janvier et février 2024. L'enregistrement est incomplet au regard de certaines données à renseigner notamment les items 5 et 6 pour le détail des apports de fertilisants réalisés et le rendement des cultures. L'exploitant veillera à tenir un enregistrement rigoureux sur son cahier d'épandage conformément à son plan d'épandage. L'exploitant a déclaré avoir épandu les fumiers des deux précédentes bandes soit environ 4 mois de stockage. Ainsi 15 parcelles et demi ont été recouvertes pour une quantité de 7t/ha d'effluents ce qui représente un ensemble d'environ 30 ha. Malgré les données manquantes les renseignements permettent de conclure que la quantité épandue correspond aux normes culturales.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Distances minimales des épandages vis à vis des tiers**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/08/2010, article 26
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Epandage
<b>Prescription contrôlée :</b> La distance minimale entre, d'une part, les parcelles d'épandage des fientes à plus de 65 % de matière sèche et, d'autre part, toute habitation des tiers ou tout local habituellement occupé par des tiers, les stades ou les terrains de camping agréés, à l'exception des terrains de camping à la ferme, est de 100 mètres lorsque cet épandage est effectué sur prairies et terres en cultures sans enfouissement sous 12 heures.
<b>Constats :</b>  Compte tenu du délai entre le signalement, le dépôt de plainte et l'intervention sur le site, l'inspection n'a pas pu vérifier les distances de l'épandage au tiers et n'a pas constaté la présence d'odeur incommode. L'exploitant déclare avoir épandu les effluents sur des terres cultivées (non nues) par des semis de blé planté en octobre. L'inspection rappelle que l'article mentionné ci-dessus précise que la distance minimale d'épandage sur terre en culture est portée 100 m (et non pas 50 m) des tiers et qu'il y a lieu de respecter cette distance pour ne pas imposer de désagrément pour le voisinage par le dégagement d'odeurs.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite